Comment mettre fin à une prise de pouvoir autoritaire ?

Les Sud-Coréens ont annulé un décret de loi martiale en seulement 6 heures, montrant comment des citoyens ordinaires peuvent agir rapidement pour défendre leurs libertés.

ALORS qu'Elon Musk et son équipe s'attaquent au démantèlement des agences gouvernementales, de nombreux Américains espéraient une réponse forte des démocrates du Congrès. Au lieu de cela, ils n'ont, à ce jour, que peu résisté en ne refusant même pas l'entrée dans les agences qu'ils supervisent.

Ce manque d'initiative urgente face à un coup d'État administratif a alimenté une vague d'appels de colère indignée sur les réseaux sociaux. Quelqu'un sur BlueSky a noté que « *les politiciens sud-coréens escaladaient littéralement des clôtures pour protéger leur gouvernement* », tandis que « *nos sénateurs envoient des tweets programmés à l'avance sur Super Bowl* ».

Incroyable, en Corée du Sud, s'est produit un exemple pour les Américains afin d'inverser la tendance à la suite de la prise de pouvoir dangereuse de l'administration Trump.

Le 3 décembre 2024, à 22 h 23, le président Yoon Suk Yeol a proclamé de manière inattendue la loi martiale dans tout le pays, invoquant la nécessité d'éliminer les éléments pro-nord-coréens et les forces anti-étatiques. Il a ensuite mobilisé des troupes et privé les citoyens de leurs droits politiques et sociaux fondamentaux. Cela comprenait l'interdiction de toutes les activités politiques de l'Assemblée Nationale (AN) et des partis politiques, le contrôle de toutes les libertés de presse et de publication, l'interdiction des grèves, des ralentissements et des rassemblements, la possibilité d'arrêter et de détenir n'importe qui, sans procédure judiciaire ni mandat.

En 1979, il y avait eu un précédent, après l'assassinat du président Park Chung-hee. Or, ce qui s'est passé en décembre pourrait bien être considéré comme un coup d'État autoproclamé – où un président en exercice prend des mesures pour exiger davantage de pouvoir pendant son mandat – ce qu'aucun n'a osé depuis 1972.

La situation sous la loi martiale a pris fin brusquement, lorsque l'AN a adopté une résolution exigeant son retrait le 4 décembre à 1 h 01.

En réponse, les militaires se sont progressivement retirés du bâtiment de l'AN. Le bureau présidentiel a annoncé la levée de la loi martiale à 4 h 26. Elle a été officiellement annulée par une résolution du Conseil des ministres, 4 mn plus tard. L'épisode a été clôt en 6 heures.

Par la suite, un mouvement exigeant à la fois la démission du gouvernement de Yoon Suk Yeol et une réforme sociale globale a été lancé. Yoon est actuellement en détention et inculpé, tout en faisant face à une procédure de destitution. De nombreux hauts fonctionnaires de son gouvernement ont démissionné ou ont été destitués, et la plupart des généraux impliqués dans ce putsch ont été arrêtés.

Raison de l'échec : la confusion de commandement due au nombre extrêmement réduit de personnes impliquées dans la planification de la tentative, face à une action civile déterminante.

La Constitution stipule explicitement que quand la majorité de l'AN demande la levée de la loi martiale, le président doit s'y conformer. Dès 22 h 30, des militants de la société civile ont partagé des informations sur le blocus policier du Parlement et la possibilité d'arrestation des députés, appelant les gens à s'y rassembler.

L'arrivée des militants a propagé en direct la situation à l'extérieur de l'AN sur les réseaux sociaux. Depuis sa voiture, le chef de l'opposition a également lancé un appel pressant à se rassembler. Plus de 16 000 personnes sont allées sur place cette nuit-là, arrivant avant les véhicules blindés et les hélicoptères des forces armées. Elles ont aidé les députés à escalader les murs du bâtiment bloqué. Ceux qui sont arrivés en taxi ont signalé que les chauffeurs n'ont pas accepté le prix de la course.

Les citoyens âgés ont déclaré qu'ils étaient

venus en pensant qu'ils avaient vécu assez longtemps et qu'ils devraient prendre les balles à la place des jeunes si l'armée ouvrait le feu. Les jeunes ont déclaré s'être tenus devant des chars à mains nues, pensant qu'ils ne tireraient pas. Ils se sont opposés avec leur corps aux blindés et aux bus de transport des troupes, tout en enregistrant et en transmettant des images en temps réel via les médias sociaux. La plupart des citoyens, qui se sont précipités à l'AN, n'avaient aucune connaissance de l'action directe non violente ou de la formation à la non-violence, mais ils ont instinctivement pigé ce qui était le plus crucial.

Les députés n'étaient pas les seuls à escalader les murs de l'AN cette nuit-là. Les assistants et les personnels parlementaires l'ont également fait. Alors que les citoyens à l'extérieur encerclaient tanks, véhicules blindés et bus, des hélicoptères atterrissaient à l'intérieur de l'AN. Les assistants parlementaires ont défendu le bâtiment principal en construisant des barricades aux entrées avec des meubles, en utilisant des extincteurs pour repousser les militaires qui brisaient les fenêtres... Le personnel de l'AN a donné la priorité à la protection du générateur, car le vote moderne nécessite de l'électricité.

En fin de compte, les militaires n'ont pas réussi à occuper la salle principale de l'AN, en raison de la résistance opposée par les citoyens, le personnel de sécurité et législatif.

Les citoyens, qui ont affronté les soldats cette nuit-là, ont témoigné tous ensemble de leur résistance ouverte ou subtile à la tentative de coup d'État. L'armée n'a pas pu entrer de force dans l'AN, n'a pas pu repousser les citoyens rassemblés et n'a pas pu expulser les assistants, résistants à l'intérieur du bâtiment. Lorsqu'elle a reçu l'ordre de s'emparer des serveurs électroniques de la Commission électorale nationale, les simples soldats ont retardé leur tâche en mangeant des nouilles instantanées livrées d'un magasin de proximité. Lors de l'exécution du mandat d'arrêt du président, les agents du Service de sécurité présidentielle ont pris congé ou sont restés dans les zones d'attente, désobéi-

sant aux ordres de leur chef. Cela a permis l'arrestation du président.

Plusieurs raisons expliquent ces attitudes. Les troupes de la loi martiale n'auraient pas su pour quelle destination elles allaient être utilisées, avant de monter à bord des hélicoptères. La nouvelle génération de militaires, formée après que la démocratie procédurale a commencé à prendre racine, possède une conscience civique plus grande que celle des précédentes. Ils étaient capables d'évaluer de manière indépendante que la situation ne justifiait en aucun cas le recours à la loi martiale. Ils étaient donc moins réceptifs aux ordres illégaux de mobilisation de la force.

Des citoyens ordinaires ont également activement encouragé les soldats à faire défection ou à ne pas obéir aux chefs. Avant que l'AN puisse voter sur la loi martiale, les organisations de la société civile ont publié à plusieurs reprises des déclarations appelant à la désobéissance. Des citoyens à l'extérieur de l'AN ont physiquement bloqué les soldats qui tentaient d'entrer, appelant en larmes à désobéir et les suppliant de s'arrêter. Ils ont été exhortés à ne pas commettre de crimes contre la population avec des ordres illégaux.

D'anciens vétérans des forces spéciales ont appelé les soldats à la retenue, soulignant leur passé commun. Un groupe d'avocats a même distribué des modèles de lettres aux militaires pour justifier leur refus d'ordres injustes.

Attention à la prochaine !

Bien que l'AN ait adopté la résolution abrogeant la loi martiale, il a fallu environ 4 heures pour que le président la lève réellement. Pendant tout ce temps, les gens sont restés debout devant le parlement, se préparant à l'éventualité d'un rejet par le président.

Selon l'enquête gouvernementale qui a suivi, le président Yoon avait donné des directives pour « *entrer dans la salle principale de l'AN par la force, y compris en utilisant des armes à feu si nécessaire, afin d'en expulser les membres* ». En outre, il avait ordonné à l'armée de « *poursuivre l'opération indépendamment de la levée de la loi martiale, car elle pourrait être déclarée deux fois et plus si nécessaire.* »

Après l'échec de ce putsch, les citoyens sont restés inquiets de voir les factieux continuer à occuper des postes clés du gouvernement. Dès l'aube du 4 décembre, les organisations de la société civile de tout le pays ont publié des déclarations et tenu des conférences de presse, en exigeant l'arrestation du président, sa démission et sa destitution par le parlement.

Le parti d'opposition a annoncé son intention de déposer des plaintes au pénal pour insurrection contre le président et le ministre de la Défense. Le secrétaire général de l'AN a pris des mesures interdisant toute entrée du personnel du ministère de la Défense ou de policiers dans le bâtiment. De nombreux députés de l'opposition, y compris le président de l'AN, sont restés dans le bâtiment pendant environ une semaine, au lieu de rentrer chez eux ou dans une résidence officielle, afin de déjouer des enlèvements.

Les organisations de la société civile ont planifié des manifestations quotidiennes de grande ampleur, pour protéger les parlementaires tout en faisant pression sur eux pour qu'ils adoptent rapidement la motion de destitution. Le 14 décembre, alors que l'AN votait la destitution, plus d'un million de personnes manifestait, exigeant l'arrestation du président et exhortant les magistrats à accélérer la délibération sur la destitution.

La gestion des foules devenait la préoccupation principale. Des bâtons lumineux ont fait leur apparition dans les rassemblements, comme un nouveau symbole, remplaçant la traditionnelle lueur des bougies (censée maintenir une atmosphère solennelle). D'où une ambiance rappelant les concerts de K-pop, où les fans encouragent leurs idoles. Une synergie remarquable a été créée, combinée avec des chansons à succès entonnées en protestation. À noter que lorsque, fin décembre, l'accident de *Jeju Air* a fait 179 morts, les bâtons lumineux ont été remplacés par des bougies en signe de deuil.

Cela a été crucial pour attirer les jeunes générations. Autre caractéristique, le partage de nourriture : les participants payant à l'avance des dizaines ou des centaines de tasses de café, de

boissons, collations et repas dans les bars et restaurants à proximité, voire envoyant des food trucks sur les lieux. Les rassemblements se structuraient comme des festivals, avec musiciens et artistes. Les discours étaient limités à 2 mn, avec des plages de liberté d'expression préenregistrées, garantissant aux participants l'opportunité de partager leurs points de vue avec la foule.

Les syndicats de métallurgistes, de cheminots et de travailleurs des transports se sont mis en grève. Ils ont organisé des protestations devant les bureaux du parti au pouvoir et ceux des parlementaires qui refusaient de voter la destitution. Les professeurs d'histoire ont conçu et distribué du matériel pédagogique. Un *PowerPoint* de 34 pages a été mis en ligne, en quatre sections conçues pour une mise en œuvre immédiate dans les écoles :

- Nature de la loi martiale,
- Cas historiques de loi martiale en Corée du Sud,
- Aspects problématiques de la déclaration de loi martiale du 3 décembre,
- Création de slogans pour les manifestations et actions collectives.

La Confédération coréenne des syndicats a développé un site Web facilitant la transmission de messages écrits aux parlementaires opposés à la destitution, rendant ainsi leurs téléphones portables inutilisables en raison d'un volume écrasant de SMS.

Le mouvement a fait aussi campagne afin que la Cour constitutionnelle rende un verdict final de destitution du président. Le 11 décembre, une organisation-cadre appelée *Emergency Action Yoon Out*, pour la réforme sociale, a été créée par 1 550 associations de la société civile.

S'appuyant sur leur expérience lors de la destitution de la présidente Park Geun-hye, il y a 8 ans, le mouvement a estimé que la réussite précédente s'était limitée à un simple transfert du pouvoir des conservateurs aux libéraux. Par conséquent, la nouvelle organisation-cadre a fixé des objectifs au-delà de la démission immédiate du président, afin d'établir la VII^e République de Corée, avec des réformes sociales complètes.

Pour y parvenir, *Emergency Action* organise des manifestations de grande envergure les week-end devant la Cour constitutionnelle, tout en fédérant simultanément onze sous-comités pour élaborer des propositions de réformes avec des processus délibératifs afin de recueillir les avis de l'opinion par le biais de discussions publiques. Les conservateurs opposés au président jouent un rôle crucial. Ils ont un accès plus facile aux informations internes en raison de leurs réseaux existants.

Cette capacité de renseignement du parti d'opposition a permis de contrer le putsch. En septembre, il avait déjà proposé des amende-

ments pour durcir les conditions de déclaration de la loi martiale. De plus, ces élus avaient accepté de se réunir à l'AN, si nécessaire, ce qui leur a permis d'agir rapidement le jour J, pour lever la loi martiale.

Ce succès a été obtenu grâce à une action rapide, fondée sur l'identification des méthodes de levée de la loi martiale au sein du système existant. Les dangers restent toujours réels.

Depuis l'arrestation du président le 26 janvier, la situation se complexifie, avec des signes de mobilisation de l'extrême droite. Cette victoire devrait inspirer le monde entier.

Jungmin Choi

Word Without War (section de l'IRG)